

Discours de M. Kenji Yamada  
Vice-Ministre parlementaire chargé des Affaires étrangères du Japon  
à la Réunion plénière 3 de la Conférence ministérielle de la TICAD  
le 7 octobre 2018 à Tokyo

Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

Le Japon est l'un des premiers pays à avoir défendu le concept de sécurité humaine en tant que principe de politique étrangère. La sécurité humaine a également été l'élément central de la TICAD, qui contribuera à la réalisation de l'Agenda 2063 et des objectifs de développement durable en construisant une société saine, durable et stable. Saisissant cette occasion, je voudrais partager les efforts du Japon avec vous.

Premièrement, le Japon est depuis longtemps le principal défenseur de la santé mondiale, comme la montre son initiative visant à introduire les problèmes de santé mondiaux pour la première fois au Sommet du G8 de Kyushu-Okinawa en 2000. Suite à l'épidémie d'Ebola en 2014, le Japon a mis en lumière la notion de la couverture sanitaire universelle ou CSU en tant que pilier important du programme du sommet du G7 à Ise-Shima pour la première fois en 2016 et à nouveau lors de la TICAD VI qui s'est tenue la même année. Depuis lors, le Japon met fortement l'accent sur la CSU en Afrique, par le biais de projets dans le domaine de la santé, notamment l'approvisionnement d'un programme de prêts fondés sur des politiques définies au Kenya et au Sénégal. Forts de ces initiatives, nous avons organisé le « Forum CSU 2017 » à Tokyo.

Le Japon est en outre déterminé à mettre l'accent sur le renforcement des capacités et le développement des ressources humaines dans le secteur de la santé en Afrique, en collaboration étroite avec les organisations internationales, et nous continuerons nos efforts pour traiter de nouveaux problèmes en Afrique, tels que le financement durable de la santé, notamment la mobilisation accrue des ressources nationales, ainsi que le renforcement du rôle du secteur privé.

Mesdames et Messieurs,

L'Afrique est confrontée à divers défis résultant de l'urbanisation rapide, tels que la planification urbaine inefficace, le développement insuffisant des infrastructures, la création d'emplois et la gestion des villes. En ce qui concerne l'environnement, j'aimerais reprendre l'une de nos principales initiatives, qui est la Plateforme Africaine des Villes Propres ou

ACCP.

Le Japon a offert l'occasion d'apprendre du système japonais de gestion des déchets solides, largement reconnu pour son caractère solidaire et durable. Le Japon appelle davantage de pays africains à se joindre à cette plateforme pour rendre les villes africaines propres et saines.

Je voudrais également aborder sur le changement climatique et la réduction des risques de catastrophe. Comme le montrent le grand séisme survenu dans l'est du Japon en 2011 et même les pluies torrentielles de juillet 2018, le Japon dispose d'une capacité avancée de gestion des catastrophes basée sur sa propre expérience. Le Japon a accueilli à trois reprises la Conférence mondiale des Nations unies sur la réduction des risques de catastrophe et a pris l'initiative de créer le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes 2015-2030. Le Japon continue de faire bon usage des connaissances et de l'expérience et prend des initiatives dans la réduction des risques de catastrophe, en tant que l'un des pays les plus avancés dans ce domaine. Et afin de faire face à l'impact du changement climatique, nous tenons compte la discussion internationale sur ce sujet où l'adaptation gagne en importance.

Enfin, la paix et la stabilité.

L'assurance de la paix et la stabilité dans l'Etat de droit, le respect des droits de l'homme et la bonne gouvernance sont les conditions préalables à un développement durable et inclusif.

Le Japon a accueilli en août la réunion principale du groupe de personnalités sur la paix et la stabilité en Afrique, invitant les anciens présidents africains à discuter de « solutions africaines aux problèmes africains » pour assurer la paix, la sécurité et la stabilité en Afrique.

Mesdames et Messieurs,

Pour conclure mon intervention, je voudrais souligner que le Japon continuera à se concentrer sur le développement des ressources humaines et l'éducation, y compris l'émancipation des jeunes et des femmes.

Permettez-moi de souligner notre ferme détermination à mettre en œuvre nos engagements à cet égard, tels que l'Initiative africaine de l'enseignement et la formation professionnels en faveur des jeunes, en bref l'Initiative ABE.

Cette initiative a été lancée à la TICAD V en 2013, et davantage de mesures ont été annoncées à la TICAD VI en 2016 pour étendre le programme de formation à plus de 10 millions de personnes dans des domaines tels que l'industrie informatique, la mécanique automobile, ainsi que l'enseignement des mathématiques et des sciences. Comme le montre cet exemple, le Japon est déterminé à continuer à œuvrer pour la paix et la prospérité de

l'Afrique.

Je vous remercie de votre aimable attention.